



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE VAUCLUSE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'environnement
et des affaires foncières

Avignon, le

ARRETE

SI 2008-04-22-30 PREF

modifiant les conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la
Société des Carrières Vauclusiennes à Châteauneuf-du-Pape au lieu-dit "Combes d'Arneval".

Le Préfet de Vaucluse
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le code minier ;
- Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment l'article R 512-31 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2591 bis du 27 août 1987 autorisation la Société des Carrières Vauclusiennes à exploiter une carrière sur la territoire de la commune de Châteauneuf du Pape, lieu-dit "Combes d'Arneval";
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2779 du 10 septembre 1987 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière;
- Vu les arrêtés préfectoraux n° 1303 du 7 juin 1999 et n° 17-0150 du 17 février 2004 prescrivant les garanties financières pour la remise en état de la carrière ;
- Vu le récépissé n° 2000/42 du 11 mai 2000 relatif à la mise en place d'un groupe mobile de concassage;
- Vu le courrier du 2 juillet 2007 de la Société des Carrières Vauclusiennes, sollicitant l'autorisation de stocker et de distribuer des hydrocarbures sur le site de sa carrière ;
- Vu le rapport de l'Inspecteur des installations classées du 21 janvier 2008 ;
- Vu l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du 12 mars 2008 ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis pour observations à l'exploitant le 27 février 2008

Considérant que l'installation de stockage et de distribution d'hydrocarbures fait partie intégrante du site et que sa présence sur le site est nécessaire au fonctionnement des installations et participe à la bonne marche de l'exploitation ;

Considérant que les conditions de stockage et de distribution d'hydrocarbures sont de nature à préserver les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement;

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer les installations d'entretien des engins de travaux publics ;

Le demandeur entendu ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;

ARRETE

Article 1^{er} :

L'article 4-13° de l'arrêté préfectoral n° 2591 bis du 27 août 1987 autorisant la Société des Carrières Vauclusiennes (S.C.V.), dont le siège social est à Saint Saturnin les Avignon (84450), à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Châteauneuf-du-Pape au lieu-dit " Combes d'Arneval " est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

13°/ Stockage et distribution d'hydrocarbures.

Les parois de l'appareil de distribution seront situées à au moins 1,5 mètre des limites de la voie publique et des limites du site.

Le réservoir, la bouche de dépotage et l'évent seront conformes à l'arrêté du 22 juin 1998 ou aux textes qui pourraient s'y substituer.

L'installation sera accessible pour permettre l'intervention des Services d'Incendie et de Secours.

Les installations qui ne sont pas situées en plein air doivent être ventilées de manière efficace.

Pour les installations situées dans un local partiellement ou totalement clos, et sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou toxique.

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail (titre III : hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

L'installation électrique comportera un dispositif de coupure générale. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale sera réalisé au moins une fois par an.

La commande de ce dispositif est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au préposé responsable de l'exploitation de l'installation.

Les canalisations électriques ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les pistes et les aires de stationnement des véhicules en attente de distribution sont disposées de telle façon que les véhicules puissent évoluer en marche avant.

L'utilisation des appareils de distribution et de remplissage doit être assurée par un agent d'exploitation, nommément désigné par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques.

Régulièrement et au moins une fois par an, tous les dispositifs seront entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'installation doit permettre l'évacuation rapide des véhicules en cas d'incendie.

L'habillage des parties de l'appareil de distribution où interviennent les liquides inflammables (unités de filtration, de pompage, de dégazage, etc.) doit être en matériaux de catégorie M 0 ou M I au sens de l'arrêté du 4 juin 1973 modifié portant classification des matériaux et éléments de construction par catégorie selon leur comportement au feu.

L'appareil de distribution est installé et équipé de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

Toutes dispositions sont prises pour que les égouttures sous l'appareil de distribution n'entraînent pas de pollution du sol ou de l'eau.

Lorsque l'appareil est alimenté par une canalisation fonctionnant en refoulement, l'installation est équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.

Le flexible de distribution doit être conforme à la norme en vigueur; il est entretenu en bon état de fonctionnement et remplacé au plus tard six ans après sa date de fabrication.

La longueur du flexible doit être inférieure à 5 mètres, cette longueur pourra être portée à 8 mètres dans le cas d'alimentation de véhicules lourds par un personnel spécifiquement formé.

Toute opération de distribution ou de remplissage doit être contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir quand le niveau maximal d'utilisation est atteint.

Les opérations de dépotage de liquides inflammables ne peuvent être effectuées qu'après mise à la terre des camions citernes.

Les opérations de remplissage ne peuvent être effectuées qu'après mise à la terre des réservoirs mobiles.

Tout stockage aérien de liquides inflammables susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité globale des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est au moins égal à :

- 50% de la capacité totale des récipients dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants ;
- 20% de la capacité totale des récipients dans les autres cas ;
- dans tous les cas égal au minimum à 800 l, ou égal à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. La capacité de rétention et le dispositif d'obturation doivent être vérifiés périodiquement.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau.

Les rapports de contrôles d'étanchéité du réservoir seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les canalisations de liaison entre l'appareil de distribution et le réservoir à partir duquel il est alimenté sont enterrées de façon à les protéger des chocs.

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans le milieu naturel.

Les aires de dépotage, de remplissage et de distribution de liquides inflammables doivent être étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci.

L'installation de distribution ou de remplissage de liquides inflammables sera pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits seront stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle,...).

L'entretien et le nettoyage des véhicules et engins de chantier seront réalisés sur une aire étanche permettant la récupération totale des eaux et des liquides résiduels.

Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Ce décanteur-séparateur est conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables. Les séparateurs-décanteurs devront être conformes à la norme NF XP 16-440 ou à la norme NF XP 16-441 ou à tout autre code de bonne pratique équivalent.

Le décanteur-séparateur doit être nettoyé par une société habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. La société habilitée doit fournir la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés.

Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspecteur des installations classées.

La partie des aires de distribution, d'entretien et de nettoyage des véhicules qui est protégée des intempéries par un auvent pourra être affectée du coefficient 0.5 pour déterminer la surface réelle à protéger prise en compte dans le calcul du dispositif décanteur-séparateur.

Article 2 : Les dispositions antérieures, contraires ou identiques à celles du présent arrêté et ayant le même objet sont abrogées.

Article 3 : Une copie du présent arrêté pourra être consultée à la Mairie de Châteauneuf-du-Pape. D'autre part, un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la Mairie précitée pendant une durée minimale d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera adressé par les soins du Maire à la Préfecture.

Un avis de l'arrêté sera inséré, par les soins de la Préfecture, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 4 : La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nîmes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée. Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas le délai précité.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le maire de Châteauneuf-du-Pape, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon le : 22 avril 2008
Pour le préfet,
Le secrétaire général
Signé : Hubert VERNET

